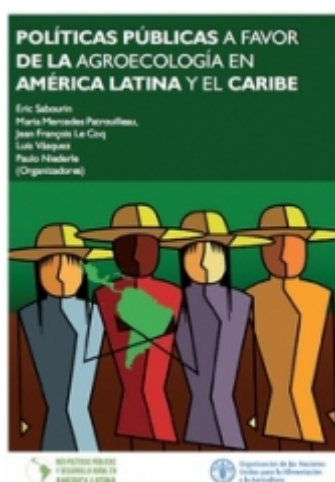


Políticas públicas a favor de la agroecología en América Latina y el Caribe, Eric Sabourin, Maria Mercedes Patrouilleau, Jean-François Le Coq, Luis Vásquez, Paulo Nierdele (dir.)

11 janvier 2018



Publié récemment, l'ouvrage [*Políticas públicas a favor de la agroecología en América Latina y el Caribe*](#) propose une analyse transversale et comparative des politiques publiques contribuant à une transition vers l'agro-écologie dans huit pays : Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Mexique et Nicaragua. Avec l'appui de la FAO, l'analyse a été réalisée dans le cadre du Réseau Politiques publiques et développement rural en Amérique latine ([PP-AL](#)), auquel sont notamment associées 45 institutions de la région et d'Europe.

L'ouvrage caractérise le concept d'agro-écologie et ses différences par rapport à ceux d'agriculture biologique et d'agriculture conventionnelle. Les politiques en faveur de l'agro-écologie sont définies selon le mode de construction (mobilisation sociale et/ou planification gouvernementale), le degré de participation et de concertation, le type d'institution qui porte la politique ainsi que l'échelle d'application. Sur la base d'une grille de variables pré-établies, l'analyse comparative s'intéresse aux acteurs, aux processus guidant les politiques, à leurs contenus, instruments, types de gouvernance, ainsi qu'à leurs effets et évolutions dans le temps.

Selon les auteurs, le développement de ces politiques dans les pays étudiés peut avoir trois origines : les propositions et revendications des mouvements sociaux, les crises (économiques, politiques), et l'impulsion politique au niveau gouvernemental. Ainsi, sous la pression des mouvements sociaux, des politiques en faveur de l'agro-écologie, l'agriculture biologique et l'agriculture familiale ont été développées au Brésil, au Chili et à El Salvador. Dans les cas de l'Argentine et de Cuba, ce sont plutôt des crises qui sont à l'origine de telles politiques. Notons que le Nicaragua s'inscrit dans ces deux catégories. Enfin, l'impulsion des

gouvernements nationaux s'est révélée décisive dans les cas du Mexique, du Chili et du Costa Rica.

Dans la plupart des pays étudiés, la diffusion de l'agro-écologie est soutenue par les associations, ONG, organismes de vulgarisation et universités, dès lors que l'administration publique reconnaît ces acteurs, et qu'ils disposent d'un espace de participation, de consultation ou de négociation. Malgré ces dynamiques, l'ouvrage souligne la persistance d'une asymétrie entre l'agro-écologie et l'agronégoce, en matière d'influence politique et de volumes de production exportés (donc d'apport de devises). Néanmoins, une demande croissante, locale et urbaine, constitue l'un des facteurs favorables pour l'avenir de l'agro-écologie, même si le secteur souffre d'un manque de visibilité statistique et de la faiblesse des ressources consacrées à la recherche et à la formation.

Hugo Berman, Centre d'études et de prospective

Source : [*Red Políticas Públicas y Desarrollo Rural en América Latina*](#)